

Termes de Reference:

Modules de formation sur le Gouvernement Ouvert à destination des ENA Tunisie, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Sénégal

Titre du Projet	Programme d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones #PAGOF
Partenaires	Tunisie, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Sénégal
Opérateurs	Expertise France
Directeurs de Projet	Nicole NKOA
Email	Nicole.nkoa@expertisefrance.fr
Pays/institution	Volet Régional – OSC et Administration
Opérateur sur l'activité	Expertise France
Activité	Activité Axe C 2.2. Module de formation e-learning GO ENA

Description et contexte du PAGOF2

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d'Action National 2018-2020, la France s'est engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur plan d'action. Le Gouvernement français a ainsi mis en place, via un financement de l'AFD, le **Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF)**.

Sur cette base l'AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d'Expertise Technique Internationale) et CFI (Agence Française de développement médias) ce projet d'Assistance Technique, à destination des pays d'Afrique francophone, et ainsi d'accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de gouvernement ouvert. La première phase du projet (PAGOF1) d'une durée de 3,5 ans, a ciblé en priorité les 3 pays déjà membres de l'initiative internationale, à savoir la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire (2018 -2022).

Fort de son succès, une seconde phase a été validée par l'AFD. Menée par l'opérateur Expertise France, elle concernera désormais 05 pays : Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie et Sénégal.

Dans cette nouvelle phase, le PAGOF2 continuera son appui aux côtés des administrations et de la société civile de la Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, de la Tunisie, du Sénégal et du Maroc, dans la mise en œuvre des engagements techniques du Gouvernement Ouvert et dans la mise en place de leur Plan d'Action National.

L'objectif général du #PAGOF est de soutenir et accompagner les administrations et la société civile (dont les médias) des pays bénéficiaires dans la réalisation de leurs engagements en lien avec le gouvernement ouvert afin de respecter les principes du PGO que sont la transparence de l'action publique et l'accès aux données, l'intégrité de l'action publique et des agents publics et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. Il vise également à sensibiliser et soutenir les efforts des pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO.

Description des Objectifs de l'activité

L'objectif principal de la mission est de sensibiliser les futurs haut-fonctionnaires des pays partenaires (Tunisie, Côte d'Ivoire et Burkina Faso) à la culture de gouvernance que représente le Gouvernement Ouvert. Il est devenu crucial, aujourd'hui, de diffuser les principes du gouvernement ouvert que sont la transparence de l'action publique et l'accès aux données, l'intégrité de l'action publique et des agents publics et l'utilisation des nouvelles technologies en faveur de l'ouverture et de la redevabilité. Cela permettra une meilleure appropriation de ces concepts par les futurs dirigeants et haut-fonctionnaires, une connaissance et une sensibilisation accrue de ces principes pour une meilleure gouvernance démocratique.

Plus spécifiquement, l'objectif est de créer des modules de formation en e-learning sur les principes du gouvernement ouvert afin que ceux-ci puissent être dispensés à distance par les ENA des 4 pays partenaires.

La mission sera confiée à l'INSP – Ecole Nationale d'Administration en France. Il semble effectivement évident que dans un souci de légitimité et de partenariat déjà existant entre les différents ENA, cette activité soit coordonnée par l'entité française. Elle possède également l'ingénierie de formation et de développement de contenu pédagogique nécessaire à cette mission.

Plus spécifiquement, l'INSP devra donc contribuer à :

- Coordonner la création des modules en lien avec les 4 ENA et Expertise France afin que cette activité se fasse en Co-crétation, et que les différents ENA s'approprient au mieux les modules e-learning ;
- Produire des modules de formation en e-learning, en lien avec EF et l'INSP, pour sensibiliser les élèves des ENA du Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Tunisie et Sénégal aux grands principes du Gouvernement Ouvert afin d'en diffuser sa culture :
 - Ces modules dont le contenu reste à définir, pourraient se baser sur les 4 grands principes du Gouvernement ouvert,
 - Ces modules devront intégrer une partie « cas pratiques » (exercice, quizz, test de connaissance, mise en situation, etc...) ;
 - Ces modules devront être faits en français.
- Proposer, au-delà des modules de formation, un curriculum de formation pour aller plus loin dans le développement de formation complète sur le Gouvernement Ouvert, à disposition des 4 ENA ;
- Proposer un hébergement (de préférence sur le site usuel de l'ENA) pour héberger ces modules de formation
- Organiser, en lien avec les ENA et EF, la formation à distance des élèves et renforcer les capacités des futurs haut-fonctionnaires dans les domaines précités

Livrables

- Modules de formation en e-learning sur le Gouvernement ouvert
- Hébergement des modules
- Coordination et organisation des formations avec les ENA des pays partenaires
- Rapport de mission final

Type de contrat

Court terme

Nombre de jours d'expertise

A définir (estimation entre 25 et 35 jours)

Calendrier prévisionnel

Du 05 au 30 juin 2023

Lieu d'exécution

L'activité sera réalisée en France, à distance, avec des visioconférences dans les 4 pays du PAGOF2 mentionnés.

Profil requis de l'expert

Qualifications et compétences

- Connaissance des principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, lutte contre la corruption, e-gov, administration électronique au sein de l'administration centrale et locale ;
- Connaissance du fonctionnement des ENA, de la formation des Haut-fonctionnaires
- Excellentes compétences rédactionnelles.

Expérience professionnelle générale et spécifiques

- Expérience dans la mise en œuvre de projet/activités sur les principes de gouvernement ouvert, transparence des gouvernements, e-gov, administration électronique au sein de l'administration centrale et locale ;
- Expérience dans l'élaboration de modules de formation, d'ingénierie de formation, de développement de curricula, de progression pédagogique à destination des Haut-fonctionnaires
- Compétence en formation et mise en place de e-learning ;
- Capacité à travailler en milieu interculturel, capacité de mise en perspective des relations avec les autorités administratives et écoles de formation.

Langue(s) de travail

Français